

(1)

(N° 26)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1913.

Projet de loi apportant des modifications à la loi du 13 décembre 1889
sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE⁽²⁾, PAR **M. DE KERCHOVE D'EXAERDE**

MESSIEURS,

Un mouvement intense et universel (disait M. Van Cleemputte en 1889), dans lequel sont confondus les partis, les classes sociales, les gouvernements et les nations de caractères, de mœurs, d'institutions et d'intérêts les plus divers et les plus opposés, impose à toutes les législatures du monde des mesures destinées à prévenir le travail excessif des femmes et des enfants, ainsi qu'à interdire ou à réglementer leur emploi à des travaux plus ou moins insalubres ou dangereux.

Si aujourd'hui l'on est d'accord pour admettre les principes de réglementation en ce qui concerne la protection de l'enfant, il en est, hélas! encore qui contestent ce droit au législateur quand il s'agit de régir le travail de la femme, comme si nos lois qui protègent d'une façon particulière le patrimoine de la femme riche n'avaient pas le devoir de protéger de la même façon le patrimoine unique et sacré de la femme pauvre, c'est-à-dire ses forces, sa santé, et cela tant dans son intérêt que dans l'intérêt de la famille et de la société.

En 1889, certaines craintes, certaines hésitations pouvaient se produire, aujourd'hui l'heure est venue de marcher résolument dans la voie de la

⁽¹⁾ Projet de loi n° 17 (session de 1912-1913).

⁽²⁾ La Section centrale, présidée par M. SCHOLLAERT, était composée de MM. GILLES DE PELICHY, VAN CLEEMPUTTE, BERTRAND, DEVÈZE, DE KERCHOVE D'EXAERDE et HOVOIS.

réglementation et de la protection légale. Protéger la femme et l'enfant, c'est non seulement protéger la santé physique, sauvegarder l'avenir de la race, c'est aussi reconstituer et ranimer la vie de famille, raffermir la paix et l'ordre dans le ménage. L'industrie d'ailleurs ne peut qu'applaudir à des mesures protectionnistes, car tout ce qui contribue à développer la capacité et l'habileté des travailleurs, en permettant à l'adolescent de s'instruire, doit finalement se traduire par une augmentation de productivité et un accroissement de bien-être.

Les modifications proposées par le Gouvernement à la loi de 1889 viennent à leur heure, car interdire tout travail à l'enfant avant 14 ans et ne pas avoir voté l'institution du 4^e degré c'eût été vouer, de 12 à 14 ans, les enfants aux dangers de la rue. Aussi est-il souhaitable que le 4^e degré soit institué partout le plus tôt possible pour que les quelques modifications à la loi de 1889 puissent également être votées et avoir force de loi bientôt.

Toutes les sections ont, à l'unanimité de leurs membres, adopté le projet de loi, moyennant quelques rares observations relevées dans le rapport de la loi de 1889.

ARTICLE PREMIER.

I. — Le n° 2° de l'article premier est remplacé par la disposition suivante :
« Dans les usines, manufactures, fabriques et ateliers. »

La Section centrale a pensé à juste titre qu'il fallait ajouter au paragraphe « Dans les usines, manufactures, fabriques et ateliers » les mots : « *restaurants, hôtels, cirques, théâtres* ».

Il est plus que temps de mettre fin à l'exploitation de l'enfance dans ces établissements où non seulement la santé physique mais encore la santé morale est exposée aux plus graves dangers.

Certains membres voudraient également y voir ajouter le mot « bureau », j'ignore ce qui se passe dans le pays, mais à Anvers, centre du mouvement commercial, le nombre d'enfants employés dans les bureaux devient chaque jour plus important. On ne s'en tient pas même à l'âge de 13, 14 ans, certains patrons vont même jusqu'à engager des enfants de 12 et 11 ans. Non seulement la santé physique de ces enfants est compromise, mais encore leur développement intellectuel, leur avenir même. En effet, comment voulez-vous que ces jeunes gens acquièrent les connaissances si diverses qui font un bon employé de bureau, si des parents peu scrupuleux les retirent de l'école à un âge où ils n'ont encore presque rien appris.

*
* *

II. — L'article 2 de la loi de 1889 est remplacé par les dispositions suivantes :
« Il est interdit d'employer au travail les enfants âgés de moins de quatorze

ans. Toutefois, le Roi peut, de la manière déterminée à l'article 8, autoriser l'emploi des enfants âgés de treize ans, pour un certain nombre d'heures par jour, pour un certain nombre de jours ou sous certaines conditions, le tout d'après les exigences de l'enseignement primaire et de l'enseignement professionnel, la nature des occupations et les nécessités des industries, professions ou métiers.

» Les dispositions du présent article s'appliquent même au travail effectué à domicile pour le compte d'un chef d'entreprise. »

La Section insiste pour que les mesures d'exception soient accordées le plus rarement possible; certains membres voudraient même voir délimiter les cas d'une façon absolue, cela paraît un peu excessif, car les circonstances dans lesquelles se produit le travail doivent avant tout être envisagées. On peut cependant affirmer que lorsqu'il s'agit d'enfants, tout travail qui n'est pas un travail de plein air est le plus souvent insalubre. Une seule exception générale se conçoit. C'est l'exception en faveur de l'industrie agricole, qui de plus est ordinairement familiale. La nature du travail et la présence des parents sont une garantie suffisante pour la santé de l'enfant.

*
* *

III. — La disposition suivante est ajoutée à l'article 4 de la loi de 1889, dont elle formera le 3^e alinéa :

« Il est interdit aux chefs d'entreprise de donner à ces personnes de l'ouvrage supplémentaire à effectuer à domicile, en dehors du temps réglé par la présente loi ou par les arrêtés d'exécution. »

La Section centrale a pensé que le texte devrait être plus catégorique. Il devrait être interdit non seulement au chef d'entreprise, mais encore à n'importe quelle autre personne, de donner du travail supplémentaire à l'enfant, sinon à un moment donné des chefs d'entreprise pourraient s'entendre pour tourner la loi.

*
* *

IV. — L'article 11 de la loi de 1889 est remplacé par la disposition suivante :

« Les chefs d'entreprise sont obligés d'afficher les tableaux qui seront reconnus nécessaires pour le contrôle.

» Ils doivent se conformer à toutes autres prescriptions établies par arrêté royal. »

V. — La phrase suivante est ajoutée au 1^{er} alinéa de l'article 14 :

« Le minimum de l'amende sera porté à 50 francs en cas d'infraction à l'article 2 de la présente loi. »

VI. — Les mots « douze mois », au 3^e alinéa de l'article 14 et au 2^e alinéa de l'article 15, sont remplacés par les mots « cinq ans ».

VII. — La phrase suivante est ajoutée à l'article 18 :

« Toutefois, l'article 85 dudit Code ne sera pas appliqué en cas de récidive. »

Ces articles ont été adoptés sans observations.

ARTICLE 2.

Un membre demande qu'il soit fait exception pour les travaux saisonniers du bord de la mer.

La Section centrale, après avoir admis sans observations les articles 3 et 4, adopte à l'unanimité le projet de loi, en exprimant le désir de voir bientôt toute la loi sur le travail des femmes et des enfants, non plus modifiée sur quelques points, mais remaniée et coordonnée, et cela le plus tôt possible.

Le Rapporteur,

R. DE KERCHOVE D'EXAERDE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 DECEMBER 1913.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 13 December 1889
op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER DE KERCHOVE D'EXAERDE.

MIJNE HEEREN,

Eene groote en algemeene beweging (zegde de heer Van Cleemputte in 1889), uitgaande van alle partijen, alle klassen der samenleving, alle regeeringen en volken wier aard, zeden, instellingen en belangen hoogst verschillend en hoogst uiteenlopend zijn, dringt elke wetgeving ter wereld maatregelen op, tot voorkoming van overdreven arbeid voor vrouwen en kinderen, alsmede tot verbod of regeling van het aanwenden van deze werkkrachten bij min of meer ongezonden of gevaarlijken arbeid.

Zoo men het thans eens is over de beginselen der regeling betreffende de kinderbescherming, toch zijn er helaas! nog velen, die den wetgever dit recht betwisten, waar het de regeling van den vrouwenarbeid geldt, alsof onze wetten, die het vermogen van de rijke vrouw op bijzondere wijze beschermen, niet tot plicht hadden op gelijke wijze te beschermen het eenige en geheiligde vermogen van de arme vrouw, met name haar kracht, hare gezondheid, zoozeer in haar eigen belang als in dit van haar gezin en van de samenleving.

In 1889 kon nog zekere vrees, zekere aarzeling bestaan, doch thans is

(1) Wetsontwerp n° 17 (zittingsjaar 1912-1913).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer SCHOLLAERT, bestond uit de heeren GILLÈS DE PELICHT, VAN CLEEMPUTTE, BERTRAND, DEVÈZE, DE KERCHOVE D'EXAERDE en HOYOIS.

het oogenblik gekomen om de wettelijke regeling en bescherming vastbera- den door te drijven. Vrouw en kind beschermen, is niet alleen de lichaams- gezondheid beschermen, de toekomst van het ras vrijwaren, 't is ook het familieleven herstellen en heropwekken, rust en orde in het gezin ver- strekken. De nijverheid kan overigens niet anders dan instemmen met beschermingsmaatregelen, vermits alles wat bijdraagt om de bekwaamheid en de bedrevenheid der arbeiders te ontwikkelen en tevens den jongeling in staat te stellen zich te onderrichten, op den duur moet uitkomen op meer- dere voortbrenging en grooter welzijn.

De wijzigingen, door de Regeering voorgesteld in de wet van 1889, komen ten gepasten tijde. Trouwens, mocht men allen arbeid ontzeggen aan de kinderen vóór den leeftijd van 14 jaar en niet tevens den 4^e graad instellen, dan waren de kinderen van 12 tot 14 jaar gedoemd tot alle straat- gevaar. Daarom is het te wenschen dat de 4^e graad overal zoo spordig mogelijk worde ingevoerd, opdat de enkele wijzigingen in de wet van 1889 ook eerlang kunnen goedgekeurd worden en als wet gelden.

Met eenparige stemmen hebben al de Afdeelingen het wetsontwerp goed- gekeurd behoudens enkele aanmerkingen, behandeld in het verslag over de wet van 1889.

EERSTE ARTIKEL.

I. — N° 2 van het eerste artikel wordt vervangen door de navolgende bepaling :

« In werkhuizen, manufacturen, fabrieken en werkplaatsen ».

De Middenafdeeling heeft terecht gedacht dat men aan de paragraaf : « In werkhuizen, manufacturen, fabrieken en werkplaatsen », de volgende woorden behoorde toe te voegen : « *restauratiën, hotels, circussen, schouw- burgen* ».

't Wordt meer dan tijd, komaf te maken met het uitbuiten van kinderen in die inrichtingen, waar niet slechts de lichaamsgezondheid, doch ook de zedelijke gezondheid blootstaat aan de ergste gevaren.

Sommige leden wilden daaraan ook toevoegen het woord : « kantoren ». Wat te dien opzichte in het land omgaat, is mij onbekend; doch te Antwer- pen, centrum van het handelsverkeer, groeit het getal kinderen, in de kantoren werkzaam, gestadig aan. Zelfs bepaalt men zich niet tot den leef- tijd van 13, 14 jaar : sommige patroons nemen zelfs kinderen van 12 en 11 jaar aan. Niet alleen loopt de lichamelijke gezondheid van deze kinderen gevaar, ook hunne verstandsontwikkeling, hunne toekomst lijden daardoor. Hoe wil men dat deze kinderen de zoo uiteenlopende kundigheden ver- werven, die een kantoorklerk moet bezitten, indien weinig nauwziende ouders ze uit de school verwijderen op een leeftijd, waarop zij weinig of niets hebben aangeleerd!

*
* *

II. — Artikel 2 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Het is verboden kinderen beneden veertien jaar arbeid te doen verrichten. De Koning, evenwel, mag, op de wijze vastgesteld in artikel 8, toelaten kinderen beneden dertien jaar voor een aantal uren daags, voor een aantal dagen, of onder zekere voorwaarden, arbeid te doen verrichten alles naar gelang van de vereischen van het lager en het beroepsonderwijs, van den aard der bezigheden en van de noodwendigheden der bedrijven, beroepen of ambachten.

» De bepalingen van dit artikel zijn zelfs van toepassing op den arbeid te huis voor rekening van een hoofd van onderneming verricht. »

De Middenafdeeling dringt aan, opdat de uitzonderingsmaatregelen zoo schaarsch mogelijk worden toegestaan; sommige leden verlangen zelfs dat de gevallen op volstrekte wijze worden beperkt; dit schijnt eenigszins overdreven, want men dient vooral rekening te houden met de omstandigheden waarin het werk wordt verricht. Men kan nochtans staande houden dat, wanneer het kinderen geldt, elke arbeid, die niet in de open lucht wordt verricht, meestal ongezond is. Slechts ééne algemeene uitzondering is te begrijpen, en wel voor veldarbeid, welke daarenboven gewoonlijk gezinswerk is. De aard van het werk en het bijzijn der ouders waarborgen genoegzaam 's kinds gezondheid.

*
* *

III. — De volgende bepaling wordt gevoegd bij artikel 4, waarvan zij het 3^{de} lid zal uitmaken :

« Het is den hoofden van onderneming verboden overwerk te geven, dat te verrichten is buiten den tijd, bij deze wet of bij uitvoeringsbesluiten geregeld. »

De Middenafdeeling was van oordeel, dat de wet meer doortastend moest zijn. Niet alleen den hoofden van onderneming, doch ook allen anderen persoon zou het verboden moeten zijn, het kind overwerk te doen verrichten; zooniet konden hoofden van onderneming elkander verstaan om de wet te ontduiken.

*
* *

IV. — Artikel 11 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« De hoofden van onderneming zijn gehouden de tabellen uit te hangen, welke voor het toezicht noodig worden geacht.

» Zij moeten al de andere voorschriften, bij koninklijk besluit vastgesteld, naleven. »

V. — De volgende volzin wordt gevoegd bij lid 1 van artikel 14 :

« Het minimum der boete wordt gebracht op 50 frank indien artikel 2 dezer wet wordt overtreden. »

VI. — De woorden « twaalf maanden », in het derde lid van artikel 14 en in lid 2 van artikel 15, worden vervangen door « vijf jaar ».

VII. — De volgende volzin wordt gevoegd bij artikel 18 :

« Bij hervalling evenwel wordt artikel 85 van voornoemd Wetboek niet toegepast. »

Deze artikelen werden zonder aanmerkingen goedgekeurd.

ARTIKEL 2.

Een lid vraagt dat uitzondering worde gemaakt voor het seizoenwerk aan de zee kust.

Nadat de Middenafdeeling de artikelen 3 en 4 zonder aanmerkingen had aangenomen, keurde zij het wetsontwerp eenparig goed. Zij drukt tevens den wensch uit, dat de gansche wet op den arbeid van vrouwen en kinderen niet alleen worde gewijzigd in enkele punten, maar dat zij omgewerkt en geordend worde, en wel zoo spoedig mogelijk.

De Verslaggever,

DE KERCHOVE D'EXAERDE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.